

L'Europe et le cheminement à part de la Russie

Adelbert Reif en conversation avec Alexander Rahr

Vingt ans après la fin de l'Union Soviétique, ne se sont pas confirmés, heureusement, ces scénarios de la catastrophe qu'on pronostiqua à l'Ouest, au début des années 1990, pour la Russie. Au contraire : « Alors que la Russie au vingtième siècle n'avait eu que de la malchance — abstraction faite du vol du cosmonaute Juri Gagarine, en tant que premier homme dans l'espace et la victoire de l'Union Soviétique dans la seconde Guerre mondiale — elle ne se retrouve que davantage sur un chemin de bonheur depuis le début du 21^{ème} siècle ». C'est à cette conclusion qu'est arrivé Alexander Rahr, l'un des plus marquants experts allemands de la Russie, dans la conversation qui suit. Et dans son dernier ouvrage : « L'ami glacial. Pourquoi nous avons besoin de la Russie : l'analyse d'un Insider » (Hanser Verlag, Munich 2010) [Insider : quelqu'un qui connaît les choses de l'intérieur, ndt], l'auteur fournit une image globale et différenciée de la situation actuelle du plus grand continent de la Terre. Alexander Rahr plaide dans son ouvrage en faveur d'une ré-estimation occidentale, devenue, selon lui, incontournable, de la puissance politique et économique de la Russie pour l'Europe, en particulier pour l'Union Européenne. Mais aussi la fréquente vision unilatérale portée sur les manifestations de masse dans les villes russes, en cette première moitié de décembre 2011, lesquelles ont remis la Russie au centre de l'attention publique, se retrouve à subir, par la considération de Rahr, une différenciation fondamentale. L'attente qui est liée avec cela d'un changement rapide des représentations occidentales ne correspond pas à la réalité russe.

Adelbert Reif : Monsieur le Professeur Rahr, dans votre ouvrage : « L'ami glacial » vous vous tournez vers la Russie actuelle. De fait, depuis pas mal de temps, — exception faite de quelques exceptions occasionnellement brèves — la Russie se retrouve en dehors du champ de vision des intérêts européens occidentaux. À quoi ramenez-vous cette perte d'attention à l'Ouest ?

Alexander Rahr : Il y a beaucoup de raisons à cela. C'est tout d'abord l'illusion occidentale, que la Russie n'a pas édifié, dans les années quatre-vingt dix, une démocratie occidentale. Personne à l'Ouest, ne prévit l'écroulement de l'Union Soviétique. Mais lorsqu'il eut lieu, on exigea d'une manière radicale que la Russie devienne du jour au lendemain une démocratie. On investit beaucoup d'argent pour aider la Russie et construire le pays. On l'accueillit dans le G 8. Mais malgré cela, la Russie n'est pas arrivée à l'Ouest parmi les démocraties. Cela a irrité de nombreux intellectuels occidentaux. — Une autre illusion concerne les intellectuels occidentaux de gauche. Ils ne purent pas pardonner aux *élites* russes, et aussi à Gorbatchev, que celles-là et celui-ci n'eussent pas réformé le pays en une démocratie sociale. Pendant la Guerre froide, on jugeait négativement l'Union Soviétique, parce qu'elle avait faussement interprété le marxisme et qu'elle avait construit cet épouvantable communisme russe, qui n'avait rien à faire avec le vrai socialisme. Et l'on jouait avec l'idée que quelque part, et un jour quelconque, naîtrait sur le territoire de l'URSS, une démocratie sociale, ou bien un socialisme libre, en contrepoids au capitalisme occidental. Au lieu de cela, la Russie depuis l'écroulement de l'URSS, marche dans la direction de la reconstruction d'un État national. Cela éveille la peur des intellectuels européens orientés à gauche.

Ce nationalisme russe, de plus encore religieusement enjolivé, a absolument quelque chose d'inquiétant. Comment évaluez-vous la force explosive de ce nationalisme ?

Il est simpliste de dire qu'il représente un danger. Dans le monde du 21^{ème} siècle, toute forme de chauvinisme, envahie de patriotisme, est dangereuse et ne s'accorde pas à un monde globalisé. C'est pourquoi il faut critiquer cela. D'un autre côté, on doit s'interroger pour savoir où donc les russes iraient puiser leur identité, après ces 75 ans de communisme, lors desquels ils ont constamment vécu sous la domination du mensonge, l'absence d'illusion et dans un brouillard spirituel. Ils avaient étudié Marx et Lénine et ils savaient que tout cela ne collait pas. Ils ne pouvaient pas voyager. Ils ne pouvaient pas non plus être russes, comme les Ukrainiens ne pouvaient pas être ukrainiens et comme les Géorgiens ne pouvaient pas être géorgiens. Par conséquent, il est compréhensible que dans une telle société, le simple appel à l'idée nationale, à

une identité nationale, à un état national, est plus fort que le souhait de se soumettre à un ordre de valeur national. On ne devrait pas surestimer ces courants nationalistes en Russie. Ils ne trouvent pas encore un accès vers la politique, au Parlement. S'ils venaient d'un autre pays, on y resterait sourds. Mais lorsqu'ils viennent d'un ex-empire, d'un État disposant de l'arme atomique, le monde tremble.

Selon votre vision où se trouvent donc les fautes décisives de la politique européenne à l'égard de la Russie ?

Une faute grave fut de ne pas offrir de perspective d'évolution dans la communauté européenne à une Russie qui s'était d'elle-même libérée du communisme. Au lieu de cela, on s'est comportés comme des vainqueurs et l'on a élargi l'OTAN et l'UE vers l'Est.

Après la Guerre froide, l'Occident décida de bâtir l'Europe sur deux piliers, celui de l'OTAN et celui de l'UE. Les USA y firent tout alors pour rester en Europe. Ils avaient des intérêts de politique de sécurité en Europe, et ils ont tout fait pour cela, pour soutenir l'édification d'une communauté transatlantique et l'élargissement de l'OTAN. La communauté transatlantique est bien plus importante pour les USA que pour l'UE. Les élites occidentales suivirent cette ligne parce que pour eux, une vie dans la communauté transatlantique leur sembla plus sûre et plus confortable que dans une Europe non achevée, qui doit encore attendre longtemps avant que l'Est du continent se transforme en autre chose de plus qu'une pierre de construction. Sous la base de nombreux aspects, la Russie ne pouvait cependant pas entrer dans aucune des deux structures. Ce ne sont pas les grands pays qui y jouèrent un rôle, mais il y eut aussi les dangers face auxquels la Russie elle-même se retrouve. La Chine ou l'extrémisme islamique sont de si puissantes exigences que l'OTAN ne pourrait ni ne voudrait absolument pas en protéger la Russie.

L'Europe eût-elle dû renoncer à l'élargissement de l'OTAN et de l'UE ?

Les pays de l'Europe centrale représentent un problème qui appartenait autrefois au pacte de Varsovie. Après l'acquisition de la liberté, l'Ouest exigea d'eux de normaliser leur relation avec la Russie et d'entrer dans un partenariat d'avenir avec elle. Mais ils voulurent cependant être accueillis par l'UE et par l'OTAN, pour obtenir une protection vis-à-vis de la Russie. Lorsque l'Ouest déclara que la Russie ne serait plus dangereuse, quelques États du centre européen tentèrent d'exciter des conflits avec Moscou, pour prouver le contraire. Le conflit géorgien marqua cette attitude. Le président géorgien Saakaschwili, en se livrant à un chantage à la guerre, fut soutenu par eux. Par chance, l'Allemagne et la France réagirent et arrêtaient l'élargissement vers l'Est de l'OTAN. De cette façon, de nouvelles lignes de force et de nouvelles zones de conflit avec la Russie furent empêchées, lesquelles eussent pu mener à une seconde Guerre froide.

D'un autre côté, il était juste d'offrir cette perspective d'entrée dans l'OTAN à tous les pays européens qui avaient besoin de sécurité. Puisque l'argumentation russe était fautive, selon laquelle il ne fallait pas accepter la Pologne ou les États baltes. Ce sont des États souverains. Ils avaient le droit d'avoir cette attitude d'attente. On aurait dû amortir les chocs de cette élargissement de l'OTAN de même que celui de l'UE, vis-à-vis de la Russie.

Par quelles mesures d'amortissements eût-on pu réaliser cela ?

Lors de l'élargissement de l'UE, il aurait été très bien, par exemple, de créer simultanément une zone franche avec la Russie et de supprimer l'obligation du visa, ce que l'UE a fait à l'égard de l'Amérique latine ou de l'Afrique du Nord. Qu'on ne l'ait pas fait, cela repose sur un mauvais calcul de la part de l'Ouest, lequel continue de dominer aujourd'hui. On croit dans les milieux

sécuritaires de l'Europe que la Russie est une puissance sur le déclin et qu'elle va plutôt s'affaiblir encore à l'avenir et que c'est là une raison pour ne pas tenir compte de la Russie.

Je suis surpris de ces déclarations dogmatiques des experts européens, dont la plupart desquels affirment que la Russie éclatera plutôt que de redevenir forte. On ne doit pas mesurer la Russie avec des mesures libérales qui ont cours chez nous. Le pays joue selon d'autres paramètres. La possession de matières premières et les exportations d'énergie deviennent de plus en plus importantes pour un État. La Russie pourrait donc redevenir puissante. La Russie s'est désagrégée à trois reprises au 20^{ème} siècle — et à chaque fois elle est redevenue plus imposante. C'est un pays qui évolue constamment en dehors de la normalité européenne.

Dans votre ouvrage, tout au début, vous parlez d'une Russie qui est redevenue puissante depuis longtemps. Comment la Russie a-t-elle donc reconquis sa vigueur ?

Dans les années 90, la Russie se retrouva dans une grande frustration. Elle subit plusieurs crises économiques, elle avait perdu un empire, essuyé la perte de son identité et elle avait dû voir disparaître de nombreuses perspectives. Mais dans ces douze dernières années, il put en regagner beaucoup. Il se peut que cela ait à voir avec Putine, mais pas seulement. La Russie s'est élevée à une autre identité, a réacquis un autre patriotisme, a obtenu de haute lutte des réussites économiques, elle a amélioré le standard de vie et les gens dans le pays ont reconquis leur dignité perdue.

Certes, il y a en Russie une intelligence libérale qui voit tout cela d'un œil très critique et qui reviendrait de préférence sur l'élection de Putine. Mais c'est là aussi un processus de normalisation se sorte qu'il existe désormais dans le pays diverses manières de voir les choses. La majorité de la population est plus ou moins satisfaite de la situation dans laquelle se trouve à présent le pays. À cela se rajoute la grande chance que la Russie a depuis le début du 21^{ème} siècle. En vérité elle a eu beaucoup de poisse au 20^{ème} siècle, vraiment que de a poisse en vérité. En dehors du vol de l'astronaute Juri Gagarine, comme premier homme dans l'espace, et la victoire de l'URSS dans la seconde Guerre mondiale, qui a coûté tant de vies humaines, il n'y eut aucun moment de gloire pour ce pays. Et maintenant, elle n'a que de la chance.

Les prix des matières premières et de l'énergie montent rapidement, ce qui gratifie la Russie de revenus gigantesques. Elle dispose de nombreux gisements de matières premières, des terres rares et, plus encore, tout ce dont d'autres économiques ont besoin, pour assurer sa propre existence à l'avenir. C'est aussi le second grand exportateur de céréales au monde. Ainsi, non seulement elle peut se ré-équiper militairement, mais aussi et avant tout sauver le système social et assurer l'existence du pays à moyen-terme. La Russie est exempte de dette. Ce qui est nouveau aussi dans l'histoire de la Russie, c'est qu'elle n'a plus d'ennemis. Dans l'histoire elle en a toujours eu d'innombrables. Dans ce siècle, cependant, elle peut établir une politique extérieure équilibrée avec la Chine, le monde islamique, l'Europe et les USA.

En est-il effectivement ainsi que sans les matières premières de la Russie aucune croissance ne serait possible à l'avenir en Europe ?

Ces matières premières sont à nos portes, et l'Europe doit moderniser la Sibérie avec la Russie. Si l'Europe ne s'y met pas, dans quelques années, la Russie modernisera la Sibérie avec la Chine, et ensuite, nous autres Européens, nous resterons en dehors de la Sibérie. Ce n'est aucunement la considération naïve d'un soviétologue. Les richesses minières de la Sibérie orientale sont plus proches de l'Asie que de l'Europe. C'est pourquoi l'Europe doit mettre en place les infrastructures afin qu'elles arrivent en Europe et ne soient pas détournées vers l'Asie. Les élites russes se rattacheront plus volontiers à l'Asie, dans les prochaines années, pour y faire des affaires lucratives. Une grande possibilité de créer un espace économique avec la Russie est en train d'échapper à l'Europe, ainsi que de conclure une zone de libres échanges avec les pays de l'ère post-soviétique qui les ferait tous prospérer.

Toujours pas parvenue à la démocratie.

Comment s'explique-t-il qu'en dépit des résultats impressionnants que vous exposez dans votre livre du récent développement de l'économie et des finances, ceux-ci n'entraînent aucune répercussion quant à la discussion politique et économique dans ce pays ?

Tout d'abord, il existe aussi de fait en Russie de gros problèmes. La corruption est catastrophique. L'inégalité sociale épouvantable. La Russie n'a pas conquis ces réussites économiques par la démocratie et l'état de droit, mais au moyen d'une sorte de modèle chinois, et donc un modèle fondé sur un capitalisme d'État et non pas sur un marché libre.

Ensuite, on ne doit pas oublier que l'Union soviétique représentait de fait une menace. Enfants nous éprouvions de la peur à l'encontre de l'Union soviétique. C'était une puissance aux manières agressives à l'encontre de l'Ouest, sur lequel elle dirigeait ses missiles et qui voulait dominer le monde. Si les USA n'étaient pas rentrés en guerre, Staline, avec cette armée qu'il fit soudainement sortir de terre^(a), serait parvenu jusque l'Atlantique et l'Europe eût reçu un autre visage. C'est pourquoi les images négatives de l'ennemi ont été damées dans les consciences et se trouvent encore imprimées dans les os. Mille neuf-cent quatre-vingt onze fut une césure dans l'histoire. La Russie que nous avons aujourd'hui, correspond beaucoup à la Russie de 1917. Elle doit rattraper la totalité du 20^{ème} siècle^(b). C'est ce qu'on ne comprend pas à l'Ouest. On est impatient à l'égard de la Russie

L'UE exige-t-elle trop de la Russie ?

Oui. L'UE est devenue trop dogmatique et idéologique, trop peu stratégique et flexible. Cela est également critiqué par des penseurs européens.

On doit donner plus de temps à un pays comme la Russie. Nous avons besoin d'un partenariat de la patience et de la compréhension. L'heure zéro de la Russie fut 1991. En Allemagne, ce fut 1945 l'heure zéro^(c). Où en était l'Allemagne vingt après la capitulation ? Au milieu des années 60, lors des agitations étudiantes, alors que le gouvernement voulut réagir par lois d'urgence contre la résistance à l'intérieur de son propre peuple, alors qu'il n'y avait pas encore de société civile. Des journalistes furent également persécutés politiquement alors et il manquait énormément de ces valeurs que l'on caractérise volontiers aujourd'hui comme démocratiques. La Russie en est là. Sa population n'est toujours pas entrée depuis longtemps dans la démocratie. On peut maugréer à l'encontre de Putine et des élites. Mais c'est un fait concret qu'après presque quatre-vingt ans de communisme, les êtres humains aient besoin de temps pour s'habituer aux règles du jeu de la démocratie et de la liberté^(d).

La Russie devait aussi s'arranger avec son entourage. Après tout, elle a perdu le tiers de son empire. C'est-à-dire qu'elle doit examiner comment s'édifient les nouvelles relations avec les États devenus indépendants.

La première phrase de votre ouvrage annonce, d'une manière remarquable : « Enseigner la démocratie à la Russie est une entreprise désespérée ». Faut-il en tirer la conclusion qu'il serait irrationnel de la part de l'Ouest d'attendre, pour ce qui est de ses relations à la Russie, que celle-ci établisse une démocratie selon le standard occidental ?

On peut toujours attendre. Mais on doit aussi percevoir l'option de collaborer avec une Russie qui n'est pas encore démocratique, au sens du standard occidental. La Russie se trouve sur le chemin de la démocratie, mais au sein d'une démocratie russe.

Au contraire du communisme de presque quatre-vingts ans, il y a aujourd'hui en Russie un système juridique. Le problème est sa mise en pratique. Et là nous en venons à un problème de mentalité.

Dans cette société, depuis des siècles, la bureaucratie ne servait pas le peuple, mais le peuple de la bureaucratie. Ainsi il y avait de gros problèmes pour y rencontrer de la tolérance, une attitude acceptant le compromis, une concurrence loyale, la solidarité et l'amour du prochain. Tout cela existe à un stade très rudimentaire. C'est une société capitaliste, dans lequel chacun vit pour soi sous la loi de la jungle. Elle doit d'abord se trouver elle-même cette société. On doit y créer un ordre. Mais il ne peut pas être établi d'en haut. Une société n'entre dans le système juridique et l'équilibre social que si ceux-ci sont voulus d'en bas et s'ils sont mis en pratique d'en bas. Que ce processus soit si long à venir, cela engendre en Russie des problèmes considérables. Et pourtant, la pays s'avance plutôt en direction d'une Europe démocratique, qu'il ne recule en direction d'une dictature stalinienne.

L'Europe a besoin de la Russie en option

Comment voyez-vous, du côté russe, un rapprochement avec l'Europe ?

Il y a en Europe deux représentations complètement différentes de l'Europe. L'Europe de l'Ouest la définit selon des valeurs et ne considère plus comme Europe, tout ce qui est à l'extérieur des frontières de l'Europe. Pour la Russie, au contraire, l'Europe est un concept géographique. Eltsine, Putine et Medvedev, qui ont gouverné la Russie de ces vingt dernières années, étaient des Européens, mais des Européens du 19^{ème} siècle. Vers l'Europe, dans laquelle la Russie et d'autres grandes puissances européennes dirigeantes, comme au Congrès de Vienne de 1815, ils aspiraient créer le nouvel ordre de l'Europe. C'est l'Europe qu'ils connaissent et à laquelle ils veulent revenir après l'époque du communisme. Pour eux, cette UE, dans laquelle on ne décide rien, dans laquelle on avance qu'en consensus, dans laquelle parfois, un État ducal comme le Luxembourg peut se prévaloir contre l'Allemagne, est incompréhensible. Ils n'en veulent pas, car ils ne s'y retrouvent pas en tant dirigeants du plus vaste pays du monde.

« Pourquoi avons-nous besoin de la Russie », tel est le sous-titre de votre ouvrage. Cela veut dire que ce ne serait pas seulement important pour la Russie, mais aussi pour l'Europe occidentale, d'avoir de bonnes relations avec elle ?

Ces vingt dernières années, l'UE s'est transformée en communauté de valeurs. Historiquement, c'était là un résultat saillant. Chacun(e) de nous vit volontiers dans cette Europe confortable et sûre, et si nous partageons ces mêmes valeurs c'est d'autant mieux pour notre sécurité, pour notre collaboration et nos relations avec nos partenaires alliés. C'est une belle Europe, que nous avons là, peut-être la meilleure que l'histoire de l'humanité n'ait jamais connue. Mais le problème consiste dans le fait que cela ne peut valoir universellement. Cette belle Europe est inachevée. La *Realpolitik* fait aussi partie d'une politique des valeurs, or elle fait défaut dans l'UE. L'Europe exporte ses valeurs vers l'Afrique, l'Amérique latine, mais elle reste en panne dans une politique commune d'énergie avec la Russie et d'autres pays, parce qu'elle ne s'y place qu'exclusivement sur le plan des valeurs. Elle n'a pas d'armée propre et aucun partenariat de sécurité^(e), en dehors que celui qu'elle partage avec les USA depuis longtemps. Elle a une politique extérieure uniquement orientée sur des valeurs. C'est trop peu pour l'Europe. Sinon elle devient trop faible, et même dans les confrontations à venir avec d'autres rivaux. C'est pourquoi, selon moi, on a besoin de la Russie comme d'une option. Je ne dis pas que la Russie, doit devenir aujourd'hui un partenaire alternatif d'alliance pour les USA ou bien une partie de l'Ouest. Mais en tant qu'option, la Russie pour l'Europe est historiquement nécessaire. La question allemande a été résolue en Europe^(f), la prochaine question à résoudre, c'est celle de la Russie, afin que la stabilité s'installe durablement en Europe. — Le problème c'est que l'UE n'a qu'une vision unilatérale de la Russie. Alors qu'en Allemagne on est très compréhensif à l'égard du développement de la Russie, d'autres continuent de la considérer comme une ennemie. Il en résulte une absence d'unité sur la manière de procéder à

l'édification d'un partenariat stratégique avec la Russie. Du côté russe, on en tire la conclusion de ne rechercher la collaboration qu'avec certains pays comme l'Allemagne, la France et l'Italie.

Si l'UE se laisse convaincre de traiter d'un partenariat avec la Russie, quel doit être le contenu essentiel d'un tel débat ?

Chaque président russe, lorsqu'il arriva au pouvoir, soumit des propositions et le plus souvent à partir du sol allemand. Pensez à Gorbatchev, qui reprit cette idée brillante de De Gaulle d'une maison européenne commune « de l'Atlantique à l'Oural » ! La réponse européenne fut la Charte de Paris. On y esquissait une Europe commune sans frontières. Fut ainsi rehaussée la grande chance, qu'eut peut-être la dernière fois Charlemagne, de créer dans la paix une nouvelle Europe. Mais l'idée disparut rapidement de la table de discussions. Dans son discours d'entrée en fonction, Eltsine déclara que le monde ne se trouvait plus dans un conflit Est-Ouest, mais dans un conflit Nord-Sud. Et il incita à la mise en place d'un système commun de sécurité sur l'hémisphère Nord de notre planète. La Russie, l'UE, les USA, le Canada et le Japon devaient s'allier, pour se prêter mutuellement assistance à l'avenir. Tout cela fut repoussé par l'Ouest, car la Russie fut ressentie comme trop faible.

Ensuite vint Putine, qui avança au *Bundestag*, voici dix ans dans un discours historique, la proposition d'une alliance énergétique. Il proposa que son pays livre de l'énergie et des matières premières. Et l'UE devait en contrepartie fournir la technologie nécessaire pour moderniser le pays. Personne ne s'intéressa à ce discours, quoiqu'il fût singulièrement, tenue en langue allemande, une offre à l'égard de l'Allemagne et de l'Europe.

Medvedev expliqua que la Russie avait besoin d'un dialogue stratégique, pour se sentir plus sûre d'elle dans cette Europe. Il offrit de conclure un traité entre la Russie d'une part, et l'OTAN et l'UE d'autre part, afin d'assurer un ordre pacifique commun de l'Europe. Cela fut ignoré. L'Ouest persista dans sa réponse : la Russie devait d'abord se transformer en un État démocratique, avant que l'on s'intègre avec la Russie.

L'Ouest a perdu l'Est

Une phrase riche de signification dans votre livre a la teneur suivante : « Aujourd'hui, la Russie ne veut plus de l'Ouest, mais elle crée son propre modèle d'intégration dans l'espace post-soviétique ? » Cela semble précisément être le cas avec la fondation de l'Union EurAsiatique (UEA) de la Russie, du Bélarus et Kazakhstan...

Je me suis entretenu avec Putine lui-même au sujet de cette union et sa réponse m'a pris à l'improviste. J'avais pensé que cette union avait été conçue, pour regrouper les États de l'Est européen, volontaires à l'intégration, en direction d'une union commerciale, laquelle aurait ensuite constitué une zone de libre échange avec l'UE. Mais ce n'est que la moitié de la vérité. Ce qui fut surprenant pour moi, ce fut l'option chinoise. Putine m'expliqua qu'il avait aussi pensé à constituer une zone de libre échange avec la Chine. Pour de nombreux États de l'UEA, il était important, au-delà de cette union eurasiennne, d'obtenir une meilleure relation avec les marchés asiatiques. Lorsque cette seconde variante sera réalisée, cela voudra dire une seconde séparation en Europe. Nous ne devrions pas permettre cela. Car cela ne serait pas dans nos intérêts.

L'UE a-t-elle rejeté une grand chance d'avenir, alors que la Russie s'efforçait en direction de l'Ouest, en lui refusant cet accès ?

Oui. L'Europe manque d'imagination pour voir qu'en tant que grand continent commun, elle serait devenue plus forte que maintenant. Je peux me rappeler, comment dans les années 70 on avait discuté de ce qui se passerait avec cette Russie. Et tout homme pensant raisonnablement disait alors que ce serait quelque chose qui irait de soi que la Russie, qui se libèrerait du communisme, dût être

accueillie dans l'Europe communautaire. Je me demande ce qui est allé de travers pour qu'aujourd'hui nous n'ayons pas ce résultat.

L'Ouest a perdu l'Est. Il n'y a plus d'Europe de l'Est. Les frontières de l'Europe sont celles à l'Est de la Pologne, ce qui est non seulement géographiquement antinaturel, mais encore ce ne sont aucunement des frontières historiques. En outre, elles demeurent flexibles et façonnables et elles se modifieront donc certainement. L'Europe deviendra plutôt plus grande que plus petite. En cela, le fait qu'il y aura manifestement après la crise une espèce de cœur d'Europe ou une Euro-Europe, n'y changera rien. Donc l'UE et l'OTAN changeront, et alors la question se reposera toujours et encore de la place de la Russie, soit en Europe, soit en Asie.

Quelles conséquences cela aurait-il — politiques mais aussi économiques — si l'UE succombait à la fausse conclusion qu'elle n'a pas « besoin » de la Russie ?

Alors l'Europe deviendrait un beau musée, que des citoyens des autres continents viendraient visiter, pour étudier les racines de la démocratie ou bien les fondations d'une grande époque, celle où l'Europe résidait au centre de l'histoire universelle. Voici soixante ans, 21% de la population mondiale étaient européens. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 7%, et bientôt ils ne seront plus que 4%. Nous devons nous raccrocher à d'autres nations fortes.

On n'a pas besoin d'être prophète pour dire que l'ordre mondial est en train de changer. D'autres crises viendront encore sur l'Europe. La relation avec les USA deviendra tendue, parce qu'eux sont bloqués exactement dans la crise, et devront se retirer de nombreux espaces politiques de sécurité. Ils resteront en Europe, mais ils ne l'appuieront plus autant qu'ils l'ont fait jusqu'à maintenant. De là mon plaidoyer en faveur d'une union de l'Europe vers l'Est. Nous avons besoin d'une construction qui va au-delà de l'Europe et d'aplanir la voie aux pays qui ne sont pas membres de l'UE pour qu'ils sentent qu'ils appartiennent à l'Europe. Ce n'est qu'ainsi que ces pays pourront apporter leur potentiel en Europe et collaborer à son avenir. Si nous trouvons une voie pour édifier une plus grande civilisation avec ce gigantesque continent qu'est la Russie, alors cela nous aidera plutôt que cela nous affaiblira.

Et comment estimez-vous la chance concrète qu'une telle voie s'ouvre ?

J'ai peur que seule une crise, semblable à l'épouvante que nous avons vécue le 11 septembre 2001, alors que le monde recula soudain dans l'angoisse devant un nouvel ennemi commun, puisse installer un tel sentiment d'appartenance mutuelle. La compréhension, que des Européens, qui vivent encore en dehors de l'Europe, qu'ils reçoivent le sentiment d'appartenance à l'Europe, et que nous les considérons aussi comme des Européens, ne viendra que si l'Europe se trouve en commun face à une nouvelle grande exigence. Cela peut être une crise économique.

Un citation célèbre du poète lyrique russe Feodor Tjutschew (1803-1873), au compte duquel on a mis le courant spirituel slavophile, a la teneur suivante : « On ne peut pas comprendre la Russie par la raison... On ne peut que croire à la Russie. » Est-ce cette sentence conserve, aujourd'hui comme hier, toute sa validité ?

Si l'on prend cette sentence au sérieux, on ne doit pas exiger de comprendre rationnellement la Russie. Un politologue russe m'a dit récemment que la Russie ne devait absolument pas être un pays normal. Car si elle était normale, elle n'existerait plus depuis longtemps. Les élites russes perdraient leur identité d'une autre espèce. Tant de cultures différentes vivent dans ce grand continent. L'histoire de la Russie est peut-être la plus cruelle de toutes celles européennes. La Russie se voit comme Europe, mais une « autre » Europe, non pas dans les traditions de la Rome occidentale, mais dans celles de la Rome orientale, ou selon le cas, de Byzance. À l'Ouest, nous

voulons un État juridique qui fonctionne selon des lois claires. La tradition russe s'oriente plutôt sur une « équité ressentie » que sur les lettres de la loi. Je l'avoue : pour nous autres, cela est souvent difficile à comprendre

Die Drei, n°1/2012-01-14

(Traduction Daniel Kmiecik)

Notes du traducteur :

- (a) Ici, il faut ici que chacun relise les Mémoires de Churchill – *Mémoires de guerre 1914-1945*, éditions Taillandier, pour se former une opinion. En outre, il faut bien voir que les Anglo-saxons furent les principaux pourvoyeurs des armements à Staline et conservèrent bien en mains les décisions stratégiques à partir de la défaite allemande de Stalingrad. Mais en dépit des injonctions incessantes de Staline à Churchill, pour ouvrir un second front à l'Ouest afin de soulager l'armée rouge, ce dernier et les Américains tardèrent cependant à lui répondre favorablement. Ils préférèrent d'ailleurs débarquer auparavant, dans un premier temps, en Méditerranée, chasse-gardée anglaise ; Il est difficile d'affirmer, dans ces conditions, que Staline eût eu d'emblée l'intention d'aller directement jusqu'à l'Atlantique sans plus.
- (b) Conséquence de « l'inoculation » du communisme provoquée par les puissances financières occultes de l'Occident, toute autre interprétation relèverait de la « fable convenue », comme Napoléon aimait à désigner l'histoire et ce fut un grand spécialiste en la matière !
- (c) Et le 10 mai 1940 pour la France ! Certes une nation connaît toujours ce genre d'heure-zéro, avant de se redresser plus forte que jamais. La France en particulier, en connut beaucoup dans son histoire. Mais ce n'est que l'aspect extérieur des choses.
- (d) Position parfaitement partagée par Madame Hélène Carrère d'Encausse dans son ouvrage *La Russie entre deux mondes*, par ailleurs avec une admiration non-dissimulée, voir carrément amoureuse, à l'égard de la personnalité de Valdimir Putine.
- (e) Peut-être que la raison en est que l'Europe se souvient très bien de ce à quoi mène ce genre d'alliance, en particulier avec ce qui a résulté précisément et automatiquement de ce type d'alliances en août 1914 et septembre 39...
- (f) Par la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse, établie en 1945 et confirmée par un Traité germano-polonais de 1990 et l'acceptation de Kohl à la monnaie unique, l'Euro, proposée par Mitterrand en contrepartie de la Réunification allemande.